

ASSEMBLÉE NATIONALE

24 novembre 2017

RECHERCHE ET EXPLOITATION DES HYDROCARBURES - (N° 417)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 26

présenté par

M. Prud'homme, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Quatennens, M. Ratenon,
Mme Ressiguiier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE 3

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« III. – Lorsque l'autorité compétente entend sanctionner le recours aux techniques interdites, ou que le demandeur ou le titulaire a sciemment contrevenu aux modalités exposées au présent article, l'autorité administrative peut, par dérogation, prononcer à son encontre une sanction pécuniaire plus élevée que les dispositions prévues à l'article L. 512-1 du code minier. Cette sanction est à la hauteur des dommages causés à l'environnement, soit a minima 1 million d'euros d'amende par forage et implique un retrait immédiat du titre en question. Les décisions prononçant la sanction pécuniaire sont motivées et notifiées au détenteur de permis. Selon la gravité de l'infraction, elles peuvent faire l'objet d'une publication au *Journal officiel de la République française*. La décision de publication est motivée. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement précise des sanctions pécuniaires plus élevées que les dispositions actuellement prévues par le code minier dans le cas où l'autorité compétente entendrait sanctionner le recours aux techniques interdites ou le fait que le demandeur ou bien le titulaire contrevienne aux modalités exposées dans le présent projet de loi. Ces sanctions pécuniaires s'élèvent à minima à 1 million d'euros d'amende par forage et implique un retrait immédiat du titre en question. L'urgence écologique impose d'être exigeants et de ne plus faire de concessions aux industriels.